

Bulletin d'histoire politique

Quinze ans d'histoire politique de la France du long XXe siècle

Danielle Tartakowsky



Volume 15, numéro 3, printemps 2007

Quinze ans d'histoire politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054562ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054562ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tartakowsky, D. (2007). Quinze ans d'histoire politique de la France du long XXe siècle. *Bulletin d'histoire politique*, 15(3), 151–160.
<https://doi.org/10.7202/1054562ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Quinze ans d'histoire politique de la France du long xx^e siècle

DANIELLE TARTAKOWSKY
Professeur d'histoire contemporaine
Université Paris VIII

L'historiographie du politique n'a pas été épargnée par les évolutions générales de l'historiographie française. Elle est marquée, à son égal, par la diversification sans cesse accrue des objets d'étude, des disciplines et des ancrages institutionnels concernés, comme par la poussée de l'histoire des représentations. Jusqu'à « l'impossible synthèse », dont certains dénoncent les effets mais que d'autres revendiquent¹. La difficulté qu'on peut éprouver à l'appréhender globalement se trouve amplifiée par les incertitudes quant à l'extension du champ et, dès lors, quant à sa nature, incertitudes signifiées par la fréquente distinction entre « la politique », et « le politique », qui souvent désigne un problème plus qu'elle ne le résout. Cette historiographie paraît moins perméable à la réflexion épistémologique que celle des autres périodes de l'histoire, qu'elle ne l'était, peut-être, sur les questions mémorielles ou sur la prise en compte des régimes d'historicité². Elle l'est en revanche davantage sensible aux apports et aux démarches de la sociologie politique, concernée par le même champ. Comme l'atteste l'attention devenue plus forte à la question des trajectoires individuelles, des carrières ou des réseaux.

Qu'on fasse abstraction des auto-définitions institutionnelles et disciplinaires pour s'intéresser au champ de l'histoire politique, dans sa large acception, et les renouvellements advenus depuis quinze ans ne sont en rien mineurs.

GUERRES ET ZONES D'OMBRE DE LA MÉMOIRE NATIONALE

Les usages politiques du passé, aujourd'hui plus nombreux et plus diversifiés, soumettent l'histoire politique contemporaine à une demande sociale

particulièrement forte et souvent complexe³. Cette demande sociale participe de l'intérêt perpétué ou renouvelé pour les « zones d'ombre » de la mémoire nationale, au cœur de vives polémiques entre historiens⁴ mais aussi d'importantes avancées historiographiques.

L'historiographie de la Première Guerre mondiale doit à une relève générationnelle de susciter un regain d'intérêt. Des travaux remarquables privilégient l'approche anthropologique et culturelle des individus et des groupes, perçue à travers la « brutalisation » plus ou moins achevée des sociétés et du champ politique en suscitant, en retour, des études qui obligent à réévaluer le poids de la contrainte d'État⁵. Cette historiographie se différencie singulièrement de celle de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences, étayée principalement par des travaux d'histoire sociale et économique et plutôt concernée par la régulation sociale et le rôle nouveau de l'État dans une société qu'il remodèle. Au risque d'un impossible dialogue⁶.

Le renouvellement historiographique relatif au régime de Vichy, « ce passé qui ne passe pas »⁷ et à la Résistance, s'était amorcé dans les années 1970, avec le rôle majeur de Robert Paxton mais également de l'Institut du temps présent. Michel Margairaz et Marc Olivier Baruch ont prolongé la réflexion sur les ruptures et continuités par et dans le régime de Vichy et ont permis des avancées⁸ propres à initier de nombreuses recherches ultérieures sur les politiques économiques, l'administration⁹, ses hauts cadres, etc., dans la plus longue durée. Ces quinze dernières années ont toutefois également signifié un sensible déplacement des centres d'intérêt. L'histoire sociale de la Résistance et les débats sur les questions du fonctionnalisme et de l'intentionnalisme ont contribué à renouveler son approche et ses apports¹⁰. Dans sa thèse parue en 1992, Annette Wieviorka montrait comment et pourquoi la mémoire patriotique de la déportation qui s'était imposée après guerre avait rassemblé toutes les victimes du nazisme dans l'unique catégorie de déportés (au risque d'occulter la spécificité des déportés raciaux y compris)¹¹. L'affirmation contemporaine d'une identité juive, qui n'est pas un phénomène propre à la France, a suscité l'émergence d'une mémoire juive spécifique du génocide, à l'origine d'une nouvelle historicisation du passé de Vichy, soutenue par l'instauration de la fondation pour la mémoire de la Shoah comme par le travail de la mission Mattéoli sur la spoliation des juifs de France¹². Elle s'est affirmée dans de récents travaux consacrés au commissariat aux questions juives ou à l'aryanisation¹³.

La difficile mémoire de la colonisation, de la guerre d'Algérie à plus fort titre encore¹⁴, et la mission Mandelkern sur les archives françaises relatives à la guerre d'Algérie ont, pareillement, contribué à un renouvellement des approches qui commencent à porter leurs fruits¹⁵. Du moins la France

témoigne-t-elle, d'un certain retard dans l'appropriation des voies ouvertes par les *imperial studies*.

ACTEURS DE LA POLITIQUE ET RECOMPOSITION DU POLITIQUE

Sous réserve d'un bilan qui mériterait d'être affiné, les recherches menées à terme depuis quinze ans témoignent d'un sensible déplacement sur le second xx^e siècle longtemps abandonné à la science politique. Certaines se caractérisent, en outre, par le souci d'échapper au découpage imposé des régimes qui a longtemps caractérisé l'histoire politique (non sans permettre, alors, de penser Vichy comme une parenthèse ou le Front populaire comme une courte embellie). Ces tentatives pour penser les séquences pertinentes à chacun des champs concernés ou la circulation des événements dans la longue durée du xx^e constituent une voie d'entrée qui autorise une approche des cultures politiques¹⁶, quand bien même tel n'est pas leur objectif majeur. Elles éclairent les processus qui permettent à des cultures émergentes de redécouper et de recomposer le politique, en contraignant les acteurs institutionnels à des adaptations, quand trop d'études se bornent à traiter de la « culture politique », en l'observant à l'intérieur des cadres institutionnels ou partisans préexistants, au risque de la redondance¹⁷.

De nombreux travaux conservent un caractère traditionnel qui n'exclut naturellement pas leur intérêt. Certains concernent les sommets de l'État. L'Institut d'études politiques de Paris perpétue, ainsi, l'organisation de colloques qui leur sont consacrés, au rythme des nouveaux fonds d'Archives mis à disposition des chercheurs, en associant, traditionnellement, de grands acteurs¹⁸. Ils ont permis des avancées dans le sens d'une histoire de la décision, permettant de mieux saisir les jeux d'échelle et les interactions qui se nouent entre le volontarisme des acteurs et les structures. Ces caractères valent aussi bien pour les colloques organisés par l'Institut Charles de Gaulle et le Comité pour l'histoire économique et financière de la France¹⁹. Ils vaudraient aussi bien pour la plupart des politiques publiques²⁰. Même continuité s'agissant des études électorales, de l'initiative, ici conservée, du Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF), avec eu égard aux récents bouleversements qu'a connus la France, un intérêt particulier pour le vote Front national²¹. L'histoire des partis politiques s'inscrit pareillement, à plus d'un titre, dans la continuité des démarches antérieures, au prix, cependant, d'un renversement des priorités. Après la chute du « socialisme réel » et l'ouverture des archives de Moscou, de vives polémiques ont surgi entre ceux des historiens qui assimilent communisme et totalitarisme et ceux qui se réclament,

a contrario, d'une histoire sociale²². Sans renouvellement majeur pour l'histoire du PCF qui jouissait précédemment, il est vrai, d'une sur-représentation dans l'historiographie politique. Le parti socialiste a fait l'objet d'un intérêt renouvelé, ses relations au pouvoir en premier lieu²³. Mais la percée des travaux consacrés aux partis de droite, à l'extrême droite et, plus particulièrement, au Front national constitue sans doute la novation la plus forte²⁴. En autorisant un bref retour du débat, déjà ancien, sur les origines françaises du fascisme²⁵.

Ces approches traditionnelles dans leur méthodologie ne sont pas exclusives de renouvellements, tels qu'exprimés, par exemple, par Nicolas Rous-selier, s'agissant du rôle de l'éloquence dans la construction des majorités parlementaires sous la troisième république²⁶ ou par Raymond Huard, s'agissant de la naissance du parti politique²⁷. Les redéfinitions les plus notables tiennent toutefois à l'intérêt pour des pratiques et des acteurs non institutionnels du politique, permettant d'appréhender le politique, dans ce qui le distingue de la politique dans ses formes convenues. La grève n'a pas suscité de travaux notables, hormis peut être dans le champ des représentations²⁸, et l'histoire du syndicalisme, CFDT sans doute exceptée²⁹, demeure souvent marginalisée, quand l'étude d'une histoire syndicale du politique présenterait un évident intérêt³⁰. Manifestations de rue et associations ont été, en revanche, réintégrées au cœur du dispositif politique. Les premières ont été analysées comme une modalité de gestion des crises, spécifique à la France³¹. Les associations et autres corps intermédiaires qui devaient à Tocqueville d'avoir vu leur importance en France, longtemps sous estimées, ont donné lieu à de nombreux travaux (que le centenaire de la loi de 1901 a contribué à globaliser)³². Avec, s'agissant de la science politique plus que de l'histoire, un intérêt particulier pour les mouvements humanitaires³³ et les « nouveaux mouvements sociaux »³⁴. Leurs apports et l'attention grandissante pour ce qu'on qualifie de « société civile » ont enrichi et souvent modifié de l'histoire de certains partis³⁵, de la protection et de l'aide sociale³⁶ et, plus généralement, de la « démocratie sociale »³⁷ ou du « modèle politique français »³⁸.

Ce type de décentrement autorise également des approches renouvelées de l'État, des politiques publiques ou des services publics. Il se caractérise par l'importance des travaux consacrés aux « institutions intermédiaires »³⁹ ou à la « question technocratique »⁴⁰ comme par son intérêt pour les échelles locales de la décision ou de l'action⁴¹. Ces études, contemporaines d'études de tout autre nature ayant, du moins, mis pareillement en évidence le poids du local dans la construction de l'identité nationale, par et dans l'école⁴², obligent à une profonde réévaluation de l'image d'une France jacobine et centralisatrice.

IDENTITÉ NATIONALE, MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS

En 1995, Lucette Valensi qualifiait Les « lieux de mémoires » (dont le dernier volume était paru trois ans plus tôt⁴³) de « monument néo-lavissien à la gloire de l'identité française »⁴⁴. Que le jugement soit un peu radical n'interdit pas de constater que les années 1990 ont vu se multiplier des travaux relatifs à la construction et la déconstruction de l'identité nationale⁴⁵, en réponse à la crise identitaire que connaît aujourd'hui le pays et propres à bousculer bien des idées communément admises. Des travaux relatifs à la nationalité française et à l'immigration⁴⁶ ont incité à repenser les questions de l'assimilation et de l'intégration. D'autres, ou parfois les mêmes, à réinterroger ces catégories présumées fondatrices du modèle républicain que sont l'universalisme⁴⁷ ou la laïcité⁴⁸.

Mais les modalités de la régulation constituent sans doute un des champs les plus retraversés. L'historiographie a longtemps opposé le haut niveau de démocratie politique de la France à la médiocrité de sa démocratie sociale, en imputant cet écart à une dissociation fondatrice entre le citoyen et le travailleur⁴⁹. Elle a mis l'accent sur le « retard » des politiques sociales françaises rapportées à l'Allemagne⁵⁰, en se focalisant toutefois, de façon par trop exclusive, sur les seules assurances. De récents travaux obligent à réévaluer cette approche. Ils soulignent que la troisième république a privilégié d'autres modes de protection sociale, fondés sur l'assistance et la législation⁵¹. Permettant alors de penser « la République sociale »⁵², à la condition, du moins, de réintégrer d'autres échelles et d'autres acteurs⁵³, dont les associations déjà évoquées⁵⁴. Les nombreux travaux relatifs à la montée de l'exclusion⁵⁵ et aux « métamorphoses de la question sociale »⁵⁶ interrogent toutefois sa crise et son devenir.

Le bilan, partiel et vraisemblablement partiel, est loin d'être négligeable, quand même l'insuffisance des travaux comparatistes demeure son point faible⁵⁷. Mais l'éclatement des travaux nuit à l'évidence à sa visibilité. Des solutions éditoriales tentent de substituer aux synthèses disparues ou réputées « presque vides de sens »⁵⁸. Ainsi ont été récemment publiés des dictionnaires d'un nouveau type⁵⁹, des bibliographies critiques⁶⁰ ou des collectifs⁶¹. Ne serait-il pas temps de tenter davantage ?

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Alain Corbin : « Le vertige des foisonnements ». Esquisse panoramique d'une histoire sans nom », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 39-1, janvier- mars 1992.

- Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Éditions du Seuil, 1996. Roger Chartier, *Au bord de la falaise*, Albin Michel, 1998.
2. Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, *Les courants historiques en France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Armand Colin, 2005.
 3. Claire Andrieu, Marie-Claire Lavabre et Danielle Tartakowsky (dir.), *Politiques du passé, usages politiques du passé dans la France contemporaine*, PUP, 2006 et Maryline Crivello, Patrick Garcia, Nicolas Offenstadt (dir.), *Concurrence des passés, usages politiques du passé dans la France contemporaine*, PUP, 2006.
 4. Isabelle Merle et Emmanuelle Sibeud, « Histoire en marge ou histoire en marche ? La colonisation entre repentance et patrimonialisation » et Guy Pervillé, « Les historiens de la guerre d'Algérie et les enjeux politiques en France » dans Maryline Crivello et *al.*, (dir.), *op. cit.*, p. 245-256 et 257-271. « Controverses, a propos du livre de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, 14-18, retrouver la guerre », *Le Mouvement social*, n° 199, avril-juin 2002.
 5. André Bach, *Fusillés pour l'exemple, 1914-1915*, Tallandier, 2003.
 6. Michel Margairaz, Jacques Portes et Danielle Tartakowsky, *Les sociétés, la guerre et la paix, 1911-1946*, Hachette Supérieur, 2003.
 7. Eric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.
 8. Michel Margairaz, *L'État, les finances et l'économie en France (1932-1952). Histoire d'une conversion*, Paris, Imprimerie nationale, CHEFF, 1991. Marc-Olivier Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1997.
 9. Françoise Dreyfus, *L'Invention de la bureaucratie – Servir l'État en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis (XVIII^e siècle)*, Paris, La Découverte, 2000.
 10. A. Prost (dir.), « Pour une histoire sociale de la Résistance », *Le mouvement social*, Éditions de l'Atelier, n° 180, juillet-septembre 1997. Bilan des six colloques organisés par l'IHTP entre 1993 et 1997 dans *Les cahiers de l'IHTP*, n° 37, décembre 1997. Liora Israel, *Robes noires, années sombres. Avocats et magistrats en résistance pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2005.
 11. Annette Wieviorka, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Plon, 1992.
 12. *La persécution des juifs de France 1940-1944 et le rétablissement de la légalité républicaine. Recueil des textes officiels 1940-1999*, Paris, La documentation française, 2000.
 13. Philippe Verheyde, *Les mauvais comptes de Vichy. L'aryanisation des entreprises juives*, Perrin, 1999. Laurent Douzou, *Voler les Juifs. Lyon 1940-1944*, Hachette-Littératures, 2002. Jean-Marc Dreyfus, *Pillages sur ordonnance : aryanisation et restitution des banques en France, 1940-1953*, Paris, Fayard, 2003. Laurent Joly, *Vichy dans la solution finale. Le Commissariat aux Questions Juives*, 2006.
 14. Benjamin Stora et Mohames Harbi (dir.) *La guerre d'Algérie : 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Paris, Laffont, 2004

15. Daniel Lefeuvre, *Chère Algérie, Comptes et mécomptes de la tutelle coloniale, 1930-1962*, SFHOM, 1997. Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001, 474 p. Sylvie Thénault, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 2001. Jean-Paul Brunet, *Police contre FLN – le drame d'octobre 1961*, Paris, Flammarion, 1999. Alain Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962, Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard 2006. Sur la colonisation, cf. bibliographie dans Isabelle Merle et d'Emmanuelle Sibeud, *op. cit.*
16. Michel Margairaz, *op. cit.* Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France, 1918-1968*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1998. Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky, *L'avenir nous appartient. Une histoire du Front populaire*, Paris, Larousse, 2006.
17. Serge Berstein (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Éditions du Seuil, L'univers historique, 1999.
18. Jean-François Sirinelli (dir.), *Culture et Action chez Georges Pompidou*, Paris, PUF, 2000. S. Berstein, J. L. Bianco et P. Milza, (dir.), *François Mitterrand, les années du changement, 1981-1984*, Perrin, 2001. Jean-François Sirinelli, Serge Berstein et René Rémond (dir.), *Les années Giscard*, Paris, Fayard, 2003. Jean-François Sirinelli, S. Berstein et P. Milza (dir.), *Michel Debré premier ministre 1959-1962*, Paris, PUF, 2005.
19. Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle en son siècle*, Paris, Plon/La documentation française, 8 vol., 1991-1993. *André Philip, socialiste, patriote, chrétien*, CHEFF, 2005. *François Bloch-Lainé, fonctionnaire, financier, citoyen*, CHEFF, 2005.
20. La multiplicité des champs concernés et l'abondance de la bibliographie spécifique nous interdisent de les traiter dans la place que celle qui nous est impartie.
21. Par exemple, Bruno Cautres et Nonna Mayer, *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999.
22. Stéphane Courtois (dir.), *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Robert Laffont, 1997. Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow, *Le siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000.
23. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, 2005. Olivier Duhamel et Noëlline Castagnez-Ruggiu, *Socialistes en République. Les parlementaires SFIO de la IV^e République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.
24. Rosemonde Sanson, *L'Alliance républicaine démocratique. Une formation de centre (1901-1920)*, PUR, 2003. Albert Kechichian, *Les croix de feu à l'âge des fascismes. Travail. Famille. Patrie*, Champ Vallon, 2006. Corinne Bonafoux-Verrax, *À la droite de Dieu. La Fédération nationale catholique, 1924-1944*, Paris, Fayard, 2004. Jacques Nobécourt, *Le colonel de la Rocque (1895-1946) ou les pièges du nationalisme chrétien*,

- Paris, Fayard, 1996. Annie Collovald, *Le « populisme du FN », un dangereux contre-sens*, Éditions du Croquant, 2004.
25. Michel Dobry (dir.), *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Albin Michel, 2003, Une réponse efficace de Antoine Prost dans sa préface à Robert Soucy, *Fascismes français ? 1933-1939. Mouvements antidémocratiques*, Autrement, n° 100, 2004.
26. Nicolas Rousselier, *Le Parlement de l'éloquence*, Paris, Presses de Sciences po, 1997.
27. Raymond Huard, *La naissance du parti politique en France*, Paris, Presses de Sciences po, 1996
28. Danielle Tartakowsky, *Histoire du premier mai en France*, Hachette littérature, 2004.
29. Franck Georgi, *L'invention de la CFDT. 1957-1970*, L'Atelier, 1995.
30. Elyane Bressol, Michel Dreyfus, Joël Hedde et Michel Pigenet (dir.), *La CGT dans les années 1950*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
31. Danielle Tartakowsky, *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 1998 ; Danielle Tartakowsky, *La manif en éclats*, La dispute, 2004.
32. Claire Andrieu, Gilles Le Béguet et Daniëlle Tartakowsky (dir.), *Associations et champ politique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001. Danielle Tartakowsky (dir.), *Syndicats et Associations. Concurrences ou complémentarités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006. Claire Andrieu, *Pour l'amour de la république. Le club Jean-Moulin, 1958-1970*, Paris, Fayard, 2002.
33. Bibliographie dans *Droits de l'homme, combats du siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
34. Une bibliographie dans Isabelle Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003. Éric Agrikolianski, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.
35. Frédéric Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste*, Paris, Belin, 1997. Éric Agrikolianski, *La Ligue Française des Droits de l'Homme et du Citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002. Axelle Brodiez, *Le secours populaire français, 1945-2000*, Paris, Presses de sciences po, 2005.
36. *Actions associatives, solidarités et territoires*, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2001.
37. Alain Chatriot *La démocratie sociale à la française*, Paris, La Découverte, 2003.
38. Pierre Rosanvallon, *Le Modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 2004. *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Éditions du Seuil, 2006.
39. R. Sainsaulieu, *Sociétés en mouvement – La ressource des institutions intermédiaires*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001.

40. Vincent Dubois et Delphine Dulong (dir.), *La question technocratique : de l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1999.
41. CURAPP/CRAPS, *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, PUF, 1999. Michel Margairaz et Olivier Dard (dir.), « Le service public, l'économie, la République (1880-1960) », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, n° 52-53, juillet-septembre 2005.
42. Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France : l'exaltation des régions dans le discours patriotique*, 1997. Jean-François Chanet, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996.
43. Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoires*, Paris, Gallimard, 1984-1992, 7 volumes.
44. Lucette Valensi, « Histoire nationale, histoire monumentale. *Les lieux de mémoire* », *Annales*, novembre-décembre 1995.
45. Patrick Garcia, *Le Bicentenaire de la Révolution française. Pratiques sociales d'une commémoration*, CNRS-éditions, 2000.
46. Patrick Weil, *Qu'est-ce qu'un français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2005. Gérard Noiriel, *La France et ses étrangers, l'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Gallimard, « Folio Histoire », 2005.
47. Pierre Rosanvallon, *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Folio Histoire, 2001. Christine Bard, *Les filles de Marianne, histoire des féminismes, 1914-1940*, Paris, Fayard, 1995.
48. Jean Baudouin et Philippe Portier (dir.), *La laïcité : une valeur d'aujourd'hui ?* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001. Jacqueline Lalouette, *La séparation des Églises et de l'État : genèse et développement d'une idée (1789-1905)*, Paris, Éditions du Seuil, L'Univers historique, 2005.
49. Pierre Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, Paris, Gallimard, 1998. *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000. Francine Soubiran-Paillet, *L'invention du syndicat (1791-1884). Itinéraire d'une catégorie juridique*, LGDJ, 1999.
50. Bruno Dumons et Gilles Pollet, *L'État et les retraites. Genèse d'une politique*. Paris, Belin, 1994.
51. Colette Bec, *Assistance et République. La recherche d'un nouveau contrat social sous la troisième république*, L'Atelier, 1994. Jean Luciani (dir.), *Histoire de l'office du travail, 1890-1914*, Syros, 1992.
52. Robert Lafore et Michel Borgetto, *La République sociale. Contribution à l'étude de la question démocratique en France*, Paris, PUF, 2000.
53. Christian Topalov et Rémy Beaudoui (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Éditions de l'EHESS, 1999. Vincent Viet, *Les Voltigeurs de la République, L'inspection du travail en France jusqu'en 1914*, CNRS Éditions, 1998.

54. Cf également, Michel Dreyfus, *Liberté, égalité, mutualité. Mutualisme et syndicalisme. 1852-1967*, Éditions de l'Atelier, 2001.
55. André Gueslin (dir.), *Les Exclus en Europe*, Éditions de l'Atelier, 1999.
56. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
57. Christophe Charle, *La crise des sociétés impériales, Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940*, Paris, Éditions du Seuil, 2001. Une bibliographie des principaux travaux comparatistes.
58. Alain Corbin, « De l'histoire des représentations à l'histoire sans nom », entretien avec Alain Corbin, *Politix*, n° 21, premier trimestre 1993 : « Les acquis des historiens semblent difficilement cumulables. Rédiger une histoire de France du XIX^e siècle (ou du XX^e) ou une histoire du Second Empire, un projet presque vide de sens ».
59. Ainsi, récemment, Vincent Duclert et Christophe Prochasson, *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2002 ; François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, Bouquins, 2006 ; Claire Andrieu, Philippe Braud, Guillaume Piketty (dir.), *Dictionnaire De Gaulle*, Paris, Robert Laffont, Bouquins, 2006.
60. Antoine Prost, Jay Winter, *Penser la grande guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Éditions du Seuil, Collection « L'histoire en débats », 2004. Laurent Douzou, *La résistance française, une histoire périlleuse*, Paris, Éditions du Seuil, 2005.
61. Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, 3 vol., tome I (*Politique*), tome II (*Cultures*) et tome III (*Sensibilités*), Paris, Gallimard, 1992. Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.) *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004, 2 volumes.